

Revue de Presse

2017



Adalea

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

Accueil Écoute & Veille sociale - Logement Hébergement
Emploi Formation - Ateliers d'insertion

retrouvez-nous sur
www.adalea.fr

et sur



ASSOCIATION

4 articles

POLE ACCUEIL ECOUTE ET VEILLE SOCIALE

10 articles

POLE LOGEMENT HEBERGEMENT

7 articles

POLE EMPLOI FORMATION

12 articles

POLE ATELIERS D'INSERTION

3 articles

Cette revue de presse vous permet de revivre pôle par pôle, au fil de l'année qui s'est écoulée, quelques moments forts de la vie de notre association.

En 2017, ce sont 36 articles qui ont été recensés et vous sont présentés. Cette revue de presse vient compléter l'ensemble de notre activité de communication quasi quotidienne sur nos comptes numériques (Twitter, Facebook, LinkedIn, YouTube et Viadeo) mis en place pour valoriser le travail réalisé par l'association en direction et avec les publics accueillis et nos partenaires.

Cette communication permet à notre association de sensibiliser, d'informer, de diffuser et surtout d'exister dans le paysage de notre commune, de notre département, de notre région et bien plus encore.

Bonne lecture à vous,

Christophe GUINCHE, Directeur

SAINT-BRIEUC EXPRESS

Adalea. Christophe Guinche, nouveau directeur

Depuis plus de trente ans, l'association Adalea accompagne au quotidien les personnes les plus fragilisées. Structurée autour d'un conseil d'administration, l'association emploie près de 100 salariés

sur l'ensemble de ses actions et dix-sept personnes en contrats aidés sur ses chantiers d'insertion. Adalea intervient sur l'ensemble du département des Côtes-d'Armor et, en priorité, sur le bassin d'habitat ou de vie de Saint-Brieuc et du Centre-Bretagne.

Présent depuis 20 ans dans l'association dont les six dernières années en qualité de responsable du pôle logement hébergement, Christophe Guinche a pris les fonctions de directeur de l'association le 1^{er} mars, en remplacement de Manuela Charles, directrice durant treize années.

Site internet : www.adalea.fr

TELEGRAMME / 4 MARS 2017

Les Côtes-d'Armor en bref

Christophe Guinche prend la direction d'Adaléa

L'association Adaléa accompagne au quotidien « **les personnes les plus fragilisées** ». Elle intervient dans l'ensemble du département, en priorité dans le bassin de vie de Saint-Brieuc et du Centre-Bretagne. Elle emploie près de 100 salariés(e)s et 17 personnes en contrats aidés sur

ses chantiers d'insertion.

Christophe Guinche vient de prendre les fonctions de directeur de l'association Adaléa, après six années passées en qualité de responsable du pôle hébergement. Il remplace Manuela Charles, qui a été directrice pendant treize ans.

OUEST-FRANCE / 4 MARS 2017

Adalea 22.**7.762 personnes accompagnées**

Le nouveau président Jacques Cousin a animé les travaux de l'assemblée départementale.

L'assemblée générale de l'Association départementale accueil-logement-emploi (Adalea 22) s'est tenue, jeudi, au centre Askoria, rue du Vau-Méno, sous la présidence nouvelle de Jacques Cousin, assisté du nouveau directeur Christophe Guinche. La récente gouvernance, Pierre Grelard, étant l'actuel secrétaire, et

Marie-France Bommert, vice-présidente, a réaffirmé son objectif en faveur de « la solidarité en actions » à l'égard des plus démunis. Ainsi, 7.762 personnes ont été accompagnées en 2016 sur l'ensemble des actions conduites par l'association, un nombre qui s'est accru au fil des trois décennies écoulées (7.650 en 2015).

Les pôles d'activités

L'exercice 2016 a été marqué par la restructuration du pôle ateliers d'insertion, l'ouverture d'une auto-école solidaire et du démarrage des travaux relatifs au futur site d'accueil rue de La Corderie. Mais pour mener les actions innovantes, les financements publics ne suffisant plus, l'association s'oriente vers la collecte de fonds privés. D'autant que les Points santé (480 personnes bénéficiaires) comptent bien se développer notamment au Centre Bretagne itinérant, en créant des supports de communication. Enfin, Adalea inscrit son intervention dans une dynamique de réseau et de partenariat.

TELEGRAMME / 3 MAI 2017

L'image du jour



25.000 €. C'est le montant du chèque remis, hier, aux responsables de l'Adalea, par Jean-Yves Carillet, directeur général du Crédit agricole (à gauche) et Roger Andrieu, président de la caisse départementale (à droite). Cette subvention permet à l'association de finaliser son projet de pôle médical itinérant dans le Centre-Bretagne, entre Pontivy et Loudéac. « Le concept : un camping-car aménagé qui permettra, en 2018, à une infirmière d'aller à la rencontre des personnes qui n'ont plus de droits ouverts et de leur faciliter l'accès aux soins », explique Valérie Bocquého, responsable de pôle (ci-dessus). Le dossier de l'Adalea a fait partie des 18 initiatives retenues au niveau national par la fondation du Crédit agricole pour lutter contre la désertification médicale.

TELEGRAMME / 3 MAI 2017

Apporter des soins médicaux au plus démunis

Grâce au point santé Centre-Bretagne de l'association d'entraide Adalea, les personnes en situation d'isolement obtiennent un accès aux soins. Pour le moment, la structure mène des actions de sensibilisation et d'accompagnement dans les communes de Saint-Brieuc, Loudéac et Pontivy.

- Pour renforcer son action, elle a signé, hier, une convention de partenariat avec la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Morbihan. Cette collaboration s'inscrit dans une démarche de démocratisation des soins. Le directeur de la CPAM est conscient du problème : « 20 % des usagers n'accèdent pas aux soins et 14% méconnaissent l'existence des dispositifs d'aides sociales. »



La caisse primaire d'assurance maladie et l'Adalea signent un partenariat pour un meilleur accès au soin.

QUEST-FRANCE / 15 FEVRIER 2017

La Maison Saint-Yves ouvrira le 1^{er} septembre

Après deux ans et demi de travaux, la nouvelle bâtisse prend forme et accueillera l'évêché, la maison du diocèse et RCF. Le chantier sera terminé à la fin du mois d'avril.

Le grand lifting de la Maison Saint-Yves arrive à son terme. Il ne reste que quelques semaines de travaux, qui doivent arriver à leur terme à la fin du mois d'avril. L'ouverture au public est prévue le 1^{er} septembre. La réfection a concerné les quatre coins du bâtiment, du clocher à la Maison de l'Évêché, en passant par le cloître et l'esplanade.

En arpentant le sol encore couvert de poussière et d'outils de chantier, il est encore difficile d'imaginer à quoi ressemblera ce lieu emblématique quand tout sera terminé.

9 millions d'euros de travaux

Même si un coup de jeune se fait déjà sentir dans certaines pièces, comme dans la crypte, situé juste en dessous de la chapelle. « Elle était très malade. On a refait tout le plafond », indique Pierre Labbé, chef du projet pour le diocèse. La toile de Xavier de Langlais, datée de 1949, qui orne une des cloisons, a retrouvé des couleurs grâce à un nettoyage. Mais ce n'est pas encore fini, puisque les fenêtres seront ornées de vitraux et un mobilier spécifique doit être installé.

À l'étage, la chapelle n'est pas terminée, mais l'éclairage fonctionnel et des chauffages sont positionnés au pied des stalles. À l'endroit même où les premiers visiteurs s'installent dans quelques mois. Ici, il reste encore « à nettoyer l'ensemble des côtés ».

Une grande médiathèque de 350 m² va voir le jour. « Il y aura deux parties : une bibliothèque di-



Mgr Denis Moutel, évêque de Saint-Brieuc et Tréguier, avec Pierre Labbé, chef du projet pour le diocèse.

océsaine et une partie plus contemporaine », continue le chef de projet. Une salle d'exposition doit aussi ouvrir juste à côté.

Cloître ouvert au public

Au centre du bâtiment, au rez-de-chaussée, le cloître a déjà bien changé. La statue centrale n'est plus

là. Des bancs, des canaux d'eau, et des passages plus larges permettront de déambuler et d'admirer, en levant la tête, le clocher, qui a également été refait. L'espace sera ouvert au public.

Le chantier aura coûté « neuf millions d'euros, détaille Pierre Labbé. Il y aura trois entités : l'évêché, la

maison du diocèse et RCF. » Tous vont déménager à la Maison Saint-Yves, rue de Genève. Ils commenceront à s'installer à partir de la mi-juillet et prendront progressivement leurs quartiers pendant l'été, jusqu'à l'ouverture officielle.

Anthony RIO.

Un espace d'accueil pour familles démunies



Valéri, Elena, Khatouns, Khristina et Marina sont au centre, entourés de membres du diocèse, du Secours catholique et de l'Adalea, dans le nouvel espace.

Le diocèse a profité de la rénovation de la Maison Saint-Yves pour créer un lieu d'accueil de jour destiné aux familles les plus démunies de Saint-Brieuc. Cet espace complètement rénové de 200 m² sera accessible librement. Un accueil de jour qui n'existe pas encore pour les familles briochoises.

Le projet est parti du diocèse, avec l'appui de l'association Adalea, et piloté par le Secours catholique. Il portera le nom d'« Escalier familles ».

Dans cet espace, il sera possible de « laver son linge, cuisiner, se reposer. Ce n'est pas juste pour les femmes et les enfants, c'est pour les familles. Il permettra aussi de rencontrer du monde, de créer du lien social », explique Annette Patus, animatrice au Secours catholique.

Certaines familles ont été associées au projet, comme Valéri, Elena, et leurs trois filles. Le couple est ori-

ginaire de Géorgie et est arrivé en France en 2010, avant de venir dans les Côtes-d'Armor, puis à Saint-Brieuc. Ils ont longtemps séjourné dans des hôtels, en étant orientés par l'Adalea. « C'est très dur de rester dehors toute la journée », explique Valéri. Aujourd'hui, ils vivent dans une famille briochoise, et participent à la création de ce nouveau lieu.

Recherche bénévoles

Pour le moment, l'Escalier famille doit ouvrir 22 h 30 par semaine. Pour atteindre cet objectif, le Secours catholique a besoin d'une vingtaine de bénévoles. Voir plus, afin d'étendre les horaires d'ouverture. Toute personne intéressée peut solliciter l'association.

Anthony RIO.

Renseignements au 02 96 33 40 73 ou contact@escalier-familles-msy.fr

QUEST-FRANCE / 14 MARS 2017

Maison Saint-Yves. C'est la même en mieux !

Roselyne Veissid

L'ancien « nouveau séminaire », construit en 1925, à Cesson, désormais baptisé maison Saint-Yves, abritera dès septembre tous les services de l'évêché. Il garde son style Art Déco breton mais se fait une beauté à 9 M€, gagne en confort et s'ouvre au public.



1. Dans la chapelle de l'édifice, des visiteurs attentifs... 2. Un clocher neuf a remplacé l'ancien. 3. Dans la crypte, qu'il visite avec Pierre Labbé, évêque qui pilote le chantier, Mgr Moutel célébrera les offices privés de la petite communauté résidant sur place.

La maison Saint-Yves, rue de Genève, nouveau siège épiscopal, ouvrira ses portes en septembre. Comportant les services de l'évêché, les logements de l'évêque et de plusieurs autres membres de l'église, ainsi qu'un lieu d'accueil de jour pour familles en grande précarité (lire ci-dessous), l'ancien séminaire construit en 1925 aura fait peu neuve. « Le gros œuvre sera terminé fin avril », assure Mgr Denis Moutel, très impliqué dans un projet dont il avait pris

l'initiative.

Art Déco breton

Les lieux, sans perdre leur caractère « Art Déco breton » dû à l'architecte guingampais Georges-Robert Lefort, auront beaucoup gagné en confort et en modernité. La grande chapelle richement ornée de motifs celtiques sera bien chauffée, et mise en valeur par un éclairage soigné. De nouvelles ouvertures y ont été pratiquées, et seront bientôt garnies de

vitraux qui viendront se poser sur les doubles-vitrages. Juste en-dessous, la crypte décorée d'une fresque de Xavier de Langlais sera la chapelle privée de l'équipe épiscopale. « Le clocher en béton ajouré a été remplacé. Il reproduit à l'identique celui d'origine » explique Pierre Labbé, qui pilote bénévolement le chantier. « L'ancien clocher fragilisé avait dû être garni de renforts, ce qui le rendait assez disgracieux ». Mgr Moutel est fier du cloître qui, désormais

fermé par des vitrages, assure en beauté la distribution des pièces, sans occulter la vue sur le jardin intérieur repensé.

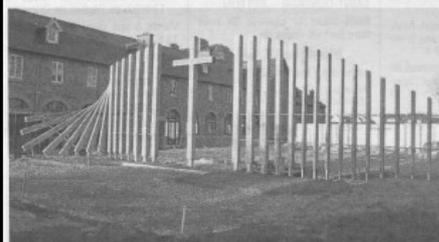
Le rez-de-cloître ouvert au public

« Tout le rez-de-cloître sera ouvert au public » rappelle-t-il. Médiathèque, archives, cafétéria, salles de réunions et chapelle s'y trouvent, et le mouvement ne devrait pas manquer... « La médiathèque de 350 m² présentera un

fonds théologique, des médias plus contemporains et une salle d'exposition », précise l'évêque. Ce seront autant d'occasions pour les Briochins de découvrir des lieux qui, depuis plus de 90 ans, leur étaient restés peu accessibles. À l'extérieur, l'un des murs de clôture a été rabattu, afin que l'esplanade « soit ouverte sur le quartier ». L'ensemble du chantier aura coûté 9 M€. L'emménagement est annoncé pour la mi-juillet.



Mgr Moutel est très fier du cloître rénové et du jardin que l'on aperçoit à travers la vitre.



Œuvre de l'architecte Frédéric Le Bec, cette composition donne du caractère à l'esplanade désormais ouverte sur le quartier.

Un lieu d'accueil pour souffler un peu

Le nouveau siège du diocèse ne sera pas un lieu fermé au monde... Un espace de 200 m², comportant plusieurs pièces entièrement rénovées, promet d'y apporter la vie du dehors, avec ses hauts et ses bas... Il accueillera dans la journée des familles privées de toit ou en grande difficulté. « Nous avons réfléchi à ce qui pouvait manquer. Nous voulons créer un espace tourné vers les personnes en situation de précarité », indique Mgr Denis Moutel, l'évêque, qui s'est rapproché du Secours catholique pour mener ce projet à bien. Avec l'Adalea, association qui gère déjà l'hébergement d'urgence des personnes sans domicile fixe par le biais du 115 et l'accueil de migrants, le Secours catholique va gérer et animer ce service. « L'hôtel, les centres d'hébergement ne sont pas des lieux de vie. Ils ne permettent pas aux familles de se poser, de faire leur lessive, de préparer des repas, ni de nouer des liens sociaux », explique en substance Valérie Bocqueno, de l'Adalea.

Appel à bénévoles

L'Escale familles sera un accueil de jour, ouvert dans un premier temps 22 heures 30 par semaine, réparties du mardi au dimanche. Un coin cuisine, un salon, une douche... Autant d'éléments constitutifs d'un petit moment de confort et de



Les différents partenaires, autour de Mgr Moutel, évêque, et d'une famille de migrants venue témoigner de la difficulté d'être à la rue avec des enfants.

bien-être... « C'est très difficile d'être dans la rue toute la journée avec trois jeunes enfants » est venu témoigner lundi, lors d'une visite des lieux, un père de famille kurde.

Mais l'accueil matériel n'est pas tout : les partenaires veulent faire plus, grâce à des permanences de professionnels (infirmière, psychologue, assistante sociale), et à une bonne qualité d'écoute. « Nous

avons besoin de bénévoles, qui seront spécialement formés », ajoute Daniel Le Bourhis, président départemental du Secours catholique. Peu importe le temps disponible, c'est l'implication qui compte ! Des réunions d'information vont avoir lieu en avril et mai. D'ici à l'ouverture, en septembre, une vingtaine de nouveaux bénévoles, ce serait bien ! Tél. 02.96.33.40.73.

L'Arbre de vie. Toujours aussi dynamique

Jeudi, l'assemblée générale de l'Arbre de Vie s'est déroulée en présence de Manuela Charles, directrice d'Adaléa, organisme qui parraine le groupe d'entraide mutuelle, et de Valérie Bocquého qui le suit. L'association accueille majoritairement des personnes fragilisées. Le président, Patrice Dufrou, a présenté le bilan de l'année écoulée. Une année particulièrement riche.

Plus de 400 ateliers en 2016

Y ont été proposés 415 ateliers contre 383 en 2015. 135 ont été animés par les adhérents eux-mêmes (98 l'année précédente). « Ces ateliers ont été diversifiés, a expliqué le président en les détaillant : jeux de société (26), art créatif (45), marche (26), chants et musique (17), séances de gymnastique (21) et de piscine (22) ainsi que ceux pour préparer le carnaval (15) sans oublier l'informatique (19) ». Il y a eu aussi 38 ateliers de cuisine dont 15 à Saint-Barnabé et quatorze destinés à fabriquer du mobilier en palettes de récupération. Ces deux derniers ont été animés bénévolement par un adhérent, Erwan Ruel-



Au premier plan, à droite, Valérie Bocquého et Manuela Charles, respectivement animatrice et directrice d'Adaléa, qui parraine le groupe d'entraide mutuelle.

lou.

Le bilan financier présenté par le trésorier, Ivan Cadain, fait état d'un résultat positif (3.118 €).

Projet d'exposition sur le thème du sourire

En 2016, l'association a aussi enregistré la démission de la présidente Marie-Jeanne Dufraud qui reste néanmoins un membre actif de l'association. Elle a été remplacée par Patrice Dufrou qui a déclaré : « Pour cette année, je souhaite maintenir

les partenariats existants. Nous aimerions également concrétiser le projet d'une exposition itinérante de photographies et de dessins sur le thème du sourire, et enregistrer l'arrivée de nouveaux bénévoles ».

▼ Pratique

L'Arbre de vie dispose de locaux au 4, rue Lavergne. Activités tous les jours, de 14 h à 18 h, sauf le mardi où elles démarrent dès 9 h, avec un repas pris sur place. Contact par e-mail : larbredevie22@yahoo.fr

TELEGRAMME / 5 AVRIL 2017

En Centre-Bretagne, un « point santé » itinérant

Lundi, l'association Adaléa (Accueil, écoute, logement et insertion) s'est vu remettre un chèque de 25 000 € par la fondation Crédit agricole solidarité et développement.

« Le projet était de créer un pôle santé itinérant dans le Centre-Bretagne afin d'aider les personnes démunies dans leurs démarches de soin », explique la responsable de pôle à Adaléa, Valérie Bocquého.

Si des lieux d'accueil se trouvent à Loudéac et Pontivy, pour Valérie Bocquého « ça ne suffit pas. Il y a une difficulté de mobilité de la population, et une désertification médicale. » Le but est donc de proposer un lieu d'accueil, d'écoute à caractère sanitaire et social.

Alors que l'idée mûrit pour Adaléa, la fondation du Crédit agricole

lance un appel à projet afin de favoriser l'accès aux soins des zones désertées par les médecins. « 150 dossiers ont été déposés. Et seuls 18 ont été retenus », indique la responsable de pôle. Cette aide de la banque coopérative permet d'apporter « la dernière pierre à l'édifice » en finançant le camping-car qui couvrira un large secteur entre Loudéac et Pontivy, avec à son bord infirmier et psychologue. Lancement prévu début 2018.

QUEST-FRANCE / 21 JUIN 2017

Moncontour

Solidarité. Le collège remet 2.400 € de dons

Tous les élèves de troisième et de quatrième du collège François-Lorant étaient réunis au gymnase, lundi, pour la remise de dons aux associations. Il s'agit du fruit du Parcours citoyen, imaginé pour développer l'engagement solidaire des élèves. L'organisation d'une course solidaire le 23 mai dernier était au cœur de ce défi, pour lequel, les élèves de quatrième et de troisième ont été exemplaires : 802 km parcourus lors de la course solidaire, 2.400 € de dons collectés.

Trois associations soutenues

Les élèves de chacune des classes de quatrième avaient réfléchi à la cause et à l'association qu'ils entendaient soutenir pendant leur course solidaire. Au final, trois associations ont été retenues : Ela, qui vient en aide aux malades victimes de leucodystrophie ; la ligue contre le cancer et Adalea, association briochine qui vient en aide notamment aux femmes victimes de violence.



Remise du don à l'association Adalea par les élèves de quatrième.

Les représentants de ces deux dernières associations ont été accueillis par M. Pinzan, le principal, qui dans son discours n'a pas manqué de remercier les élèves pour « leur engagement exemplaire », mais aussi les parrains donateurs. Il a également mis en

avant Mme Taihades, professeur d'EPS et coordinatrice du projet, les collègues enseignants qui l'ont accompagnée et les personnels qui ont aidé à l'installation du matériel. Les élèves ont ensuite remis un chèque de 800 € à chacune des deux associations.

TELEGRAMME / 20 OCTOBRE 2017

La rando solidaire s'invite à Saint-Agathon

La marche solidaire du 19 novembre, contre les violences faites aux femmes, a été transférée de Saint-Brieuc à Saint-Agathon.



Les femmes autour de Guingamp peuvent se réjouir d'avoir un sous-préfet, Frédéric Lavigne (au centre), investi dans la lutte contre les violences.

L'événement

« Nous avons pour but que ces violences contre les femmes diminuent et disparaissent. » Le sous-préfet de l'arrondissement de Guingamp, Frédéric Lavigne, se veut clair sur le sujet. Cette situation « ne doit pas être acceptable ». C'est pourquoi lui et les organisateurs invitent à participer à la rando solidaire du dimanche 19 novembre. Le départ aura lieu, à 14 h, à La Grande Ourse, à Saint-Agathon.

Habituellement organisée à Saint-Brieuc, la marche a déménagé pour la 5^e édition. « C'est la première fois que nous accueillons la rando dans notre territoire, se félicite Lise Bouillot, vice-présidente de Guingamp Paimpol Armor Argoat agglomération (GP3A), chargée de la prévention. Il faudra du temps pour que les gens s'approprient l'événement. Nous espérons que cela deviendra un rituel, à l'image de la Rose espoir. »

L'association guingampaise Du

côté des femmes du pays (DCFP), porteuse du projet, souhaite voir des langues se délier. « Cela permettra de libérer la parole afin que des femmes puissent exprimer leur désarroi. » Car les violences, qu'elles concernent les femmes ou non, restent un sujet tabou. « En tant qu'enseignante, j'ai vu parfois des stigmates sur des enfants », confie Lise Bouillot.

Un échauffement musculaire aura lieu juste avant le départ des parcours. Les participants auront le choix entre 5 et 8 km. Sans oublier la rando poussette de 2,5 km. « En général, nous avons entre 300 et 400 marcheurs, souligne Sandra Gandelin, de la DCFP. Il ne faut pas fermer la porte en disant que cela ne nous concerne pas. La violence est quelque chose qui appartient à tous. »

Yann CLOCHARD.

Dimanche 19 novembre, ouverture des portes à 13 h 30. Entrée : 3 €.

QUEST-FRANCE / 15 NOVEMBRE 2017

Violences conjugales. À l'écoute des enfants

Publié le 15 décembre 2017

VOIR LES COMMENTAIRES

CATHERINE NICOL



Muriel Le Goff, responsable du pôle hébergement de l'association Adalea, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil-écoute et veille sociale.

Détecter une souffrance

D'où cette volonté d'Adalea de leur apporter une écoute spécifique, au sein d'espaces dédiés. Non seulement pour les enfants hébergés au centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin ou en logement d'urgence, mais aussi ceux reçus dans le cadre de l'Accueil écoute femmes. « Jusqu'à présent, lorsqu'un enfant venait avec sa mère à un entretien, soit il assistait à une conversation qu'il n'aurait jamais dû entendre, soit il restait seul dans la salle d'attente. Cette situation n'était pas satisfaisante », explique Muriel Le Goff. Ainsi, avec « Histoire de dire », des professionnels s'occupent maintenant des petits ou adolescents, le temps du rendez-vous entre leur maman et un travailleur social. Celle-ci s'en trouve d'ailleurs plus libre pour évoquer ses difficultés. 125 enfants ont ainsi été accueillis en 2017. « Il ne s'agit pas obligatoirement d'un temps de parole, sauf si l'enfant en émet le souhait. Mais de nursing pour les bébés, de temps de jeux ou d'histoires », précise Mme Le Goff. L'enfant y retrouve sa place d'enfant, et cela permet également de détecter son état de souffrance. Et en cas de danger identifié, de faire un signalement, après discussion avec la maman.

Des ateliers pour s'exprimer

Autre action menée afin de permettre aux jeunes d'évacuer : les ateliers d'expression (jeux d'imitation, cuisine, activités manuelles, lectures, motricité...). Chaque mercredi, de 14 h à 16 h, les enfants âgés de 3 à 12 ans (une trentaine cette année) se retrouvent au centre Clara-Zetkin, dans un espace collectif, sans parent. Un temps qui leur permet d'échanger entre eux, de leurs difficultés ou pas... mais surtout de jouer. « Un enfant y participant nous a dit : "Ici, on dit comment on va et on joue". Nous ne sommes pas dans un groupe de parole », insiste Valérie Bocquého. Les retours très positifs des mamans encouragent l'association à pérenniser et faire vivre ce projet. D'autant qu'une troisième action existe : la sensibilisation des 12-18 ans sur les relations homme-femme, notamment dans les établissements scolaires. Cela par l'intermédiaire du jeu « Équité toi ? ». « Nous le faisons déjà, mais peu, car il faut des moyens », admet Mme Bocquého. Des finances qui font défaut, même si la sénatrice Christine Prunaud avait offert une bouffée d'oxygène au projet en octroyant 14.800 €, provenant de sa réserve parlementaire. Un nouvel appel d'air devrait être donné grâce à la signature d'une convention avec la fondation Up, ce matin.

Depuis quelques mois maintenant, l'association Adalea porte une attention toute particulière aux enfants dont la mère a été victime de violences conjugales. Le projet « Histoire de dire » a été créé afin de leur permettre de libérer leur parole, de jouer, de s'apaiser...

En France, une femme sur dix est battue. Un constat d'autant plus alarmant que bien souvent, les enfants sont également emportés dans ce tourbillon de violence. Témoins ou victimes, ils assistent à un bouleversement total de leur famille. Si Adalea aide ces femmes victimes de violences conjugales depuis 1981, l'association a choisi d'aller plus loin, en mettant sur pied le projet « Histoire de dire ». Une action menée en direction des enfants, afin de les aider à libérer leur parole, car « eux aussi ont des choses à dire », comme l'expliquent Muriel Le Goff, responsable du pôle hébergement, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale. Ce projet, en place depuis le deuxième semestre 2016, est né d'un constat : rien n'était réellement proposé pour écouter ces enfants, pourtant très marqués, même traumatisés par une situation extrêmement compliquée. « Chez un enfant, les conséquences des violences conjugales sont assez dramatiques. On retrouve les mêmes symptômes que chez un jeune victime de maltraitance », souligne Muriel Le Goff. Difficultés d'apprentissage, de concentration, mais aussi état dépressif, énurésie, retard de croissance, comportement destructeur, dépendance exagérée à la maman... sont autant de signes démontrant un mal-être.

Adalea. Info.DB s'engage pour les enfants

Publié le 16 décembre 2017



De gauche à droite : Christophe Guinche, directeur d'Adalea ; Marie-Françoise Bommer, vice-présidente ; Pierre Grellard, président d'Adalea ; Nathalie Sécher, directrice générale d'Info. DB ; Muriel Lamour-Francis, secrétaire de direction à Info. DB, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale à Adalea.



Ce vendredi matin, l'association Adalea, qui accompagne depuis 40 ans les personnes fragilisées, a signé une convention avec la société Info. DB, faisant partie du groupe Up (Chèque déjeuner). À travers cette signature, c'est un beau coup de pouce qu'offre l'entreprise costarmoricaine au projet « Histoire de dire », mis en place afin de libérer la parole des enfants vivant dans un contexte de violences

36.000 € sur trois ans

Ainsi, 12.000 € seront reversés chaque année, sur une période de trois ans, pour ce projet. Un accompagnement financier qui entre dans le cadre de la politique de mécénat de la société et de la Fondation Up, qui a mis en place le programme « Impulse », afin de venir en aide aux personnes en situation d'isolement et de dépendance. Cet argent permettra notamment d'aménager une salle spécifique pour recevoir les enfants. Du mobilier adapté pourra être acquis. Chose qui n'était actuellement pas possible, compte tenu des moyens limités. Outre cette aide pécuniaire, un mécénat de temps est également envisagé d'ici un an. Du personnel d'Info. DB pourrait ainsi être mis à disposition afin de développer plus encore le projet « Histoire de dire ». Une annonce faite par Nathalie Sécher, la directrice de l'entreprise basée sur le site d'Éleusis à Plérin.

TELEGRAMME / 16 DECEMBRE 2017

Le projet Histoire de dire soutenu par la Fondation UP



Entourés de Christophe Gainche et Marie-France Bommert, directeur et vice-présidente d'Adalea, Muriel Lamour assistante de direction d'Info DB et Valérie Boqueho, responsable de pôle, Pierre Grellard, président d'Adalea, et Nathalie Secher ont procédé à la signature de convention qui lie les deux parties.

En France, une femme sur dix est victime de sévices. Un constat d'autant plus alarmant que les enfants sont aussi touchés par ce tourbillon de violence. Témoins ou victimes, ils assistent à un bouleversement de leur famille.

C'est pour leur venir en aide que l'association Adalea, qui accompagne depuis près de quarante ans les personnes les plus fragilisées, a choisi d'aller plus loin, en mettant sur pied le projet « Histoire de dire ». Une action tournée vers les enfants, afin de les aider à libérer leur parole, car « eux aussi ont des choses à dire », comme le précisait Christophe Guinche, directeur d'Adalea.

Une approche qui a retenu l'attention de la société Info DB, à travers la fondation d'entreprise UP. « Notre mécénat traduit la volonté du groupe UP d'être un acteur de la société civile différent. Il vise à créer du lien social entre les individus afin que chacun retrouve du pouvoir d'agir et s'épanouir librement », comme explicité par la directrice générale, Nathalie Secher. Et vendredi, l'aboutissement de ce projet a été matérialisé par la signature d'une convention d'engagement sur trois ans. Qui contribuera à créer un espace d'accueil, des ateliers d'expression et des actions de prévention.

QUEST-FRANCE / 19 DECEMBRE 2017

Discriminations. Une vidéo d'Adalea pour lutter contre le harcèlement de rue

Dans le cadre de la Journée internationale des droits de la femme, 7 femmes accompagnées par Adalea dans le cadre du Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin, ont réalisé une vidéo pour sensibiliser au harcèlement de rue. D'une durée de 6 minutes, alliant dessin et écrit, elle donne des conseils sur l'attitude à adopter, que l'on soit victime ou témoin.



REVUE DE PRESSE GREF BRETAGNE / 9 MARS 2017

Saint-Brieuc. **Harcèlement de rue : une vidéo pour agir**

Comment réagir, quand on est victime ou témoin d'actes de harcèlement dans la rue ? Sept femmes du centre briochin Clara-Zetkin, une structure de l'association Adaléa qui accueille les victimes de violences, ont réalisé une vidéo à ce sujet. Le « draw my life » (courte vidéo qui allie dessin et récit) a été mis en ligne hier, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Le film explique ce qu'est le harcèlement de rue et donne des conseils sur l'attitude à adopter face à ça : exprimer son refus, appeler au secours, être solidaire d'une victime en témoignant, en faisant diversion ou en donnant l'alerte, etc. La vidéo sur letelegramme.fr

OUEST FRANCE /
9 MARS 2017

Adalea. Les résidents et voisins ont fêté la musique



L'association départementale Adalea célèbre, mercredi, dans sa résidence de la rue Lesseps, la fête de la musique mais aussi la fête des voisins. Pour l'occasion, l'équipe d'Adalea proposait aux enfants de fabriquer des instruments de musique avec des matériaux de récupération. Le midi, les résidents et riverains ont partagé un repas convivial. L'après-midi, le groupe briochin Krystall, formé par Kry's et Marine, a interprété des chansons françaises, pour le plus grand plaisir du public présent.

TELEGRAMME / 26 JUIN 2017

Après l'exil, le chemin de l'école pour les migrants

Il a quelques mois, Moïse, Basile et Léonora ont fui leur pays avec leur mère
Ce matin, ils vont découvrir leur classe, dans l'école la plus proche de leur centre d'hébergement.



Moïse et Basile, assis près de leur mère Sabrina, vont effectuer ce matin leur première rentrée en France, à l'école Poutrin.

Reportage

Courbé en deux, le cahier posé sur un genou, Moïse tente d'écrire son prénom. Pas facile. L'enfant s'applique mais il peine à dessiner les lettres. Il sait qu'il devra faire de gros efforts pendant sa première année scolaire en France. À 6 ans, Moïse intègre la classe de CP de l'école Poutrin. Son frère Basile, 3 ans, ira en maternelle. Que du bonheur pour ces enfants qui ont quitté l'Angola avec leur mère, en février dernier.

Violence, peur, faim... Leur histoire se lit dans leurs yeux. La barrière de la langue n'empêche pas l'échange. Les gestes et les sourires viennent en appui aux mots balbutiés tantôt en français, tantôt en portugais.

« L'école » ? C'est presque un mot

magique qui fait briller les yeux des bambins exilés. Cette rentrée est attendue avec impatience depuis des semaines à tourner en rond dans les cages d'escalier de ce centre d'hébergement.

« La scolarisation, une priorité »

« Que mes enfants aillent à l'école, c'est une bonne chose, explique dans un français approximatif, Sabrina, 34 ans. Elle laisse entendre que Moïse et Basile ont besoin d'être un peu cadrés. Tout en donnant le sein à son bébé, Sabrina évoque sa galère pour comprendre les modalités d'inscription à l'école. « Livret de famille, carnet de santé, justificatif de domicile... Beaucoup de papiers à fournir ! »

« Quand les migrants arrivent à Saint-Brieuc, la première chose que nous travaillons, avec l'association Coallia, c'est la scolarisation des enfants, explique Sylvain Roth, du service Éducation de la ville. On veille à ce que l'accueil soit bienveillant. Et parfois, on sollicite nos partenaires, dans les quartiers, pour un accompagnement plus personnalisé. »

Ce service n'est pas en mesure de dire combien d'enfants migrants vont faire leur rentrée à Saint-Brieuc. Mais toutes les écoles de la ville peuvent les accueillir. « Comme pour les autres écoliers, ils s'inscrivent au plus près de leur centre d'hébergement. C'est le principe de la sectorisation. »

Les jeunes résidents de l'Hybri-

tel, rue Ferdinand-de-Lesseps, vont donc rejoindre ce matin les établissements du secteur est. Parmi eux, il y aura Léonora, 14 ans. Après quelques mois au collège Beaufeuillage, elle est inscrite au collège Racine en section Français langue étrangère (FLE). Ce changement ne semble pas trop la perturber. Dans cette famille du Kosovo, c'est elle qui communique le mieux en français.

« Apprendre à écrire et à lire me plaît beaucoup », dit Léonora qui a la charge de seconder sa mère et de veiller sur ses cinq frères. Pas toujours drôle. Aussi, cette rentrée au collège s'annonce comme une bouffée d'oxygène.

Catherine LEMESLE.

L'image du jour



Ce mercredi après-midi, la nouvelle aire de jeux du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin a été inaugurée en présence du préfet Yves Le Breton. Une date nullement choisie au hasard : entre le 20 novembre, Journée internationale de droits de l'enfant, et le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La structure est installée dans la cour sécurisée de l'établissement, géré par l'Adalea, qui a également été rénovée (peintures au sol, préau, joints des murs...). L'ensemble représente un coût de 13.686 €. Outre les fonds de l'État, le club Inner Wheel a soutenu le projet à hauteur de 1.500 € (la même somme a été reversée pour l'achat de jeux) et par le Rotary avec un don de 1.500 € également. L'ancienne structure, installée en 1998, avait dû être démontée, n'étant plus aux normes. Cette nouvelle installation donne une bouffée d'air frais aux enfants des femmes accueillies pour cause de violences conjugales. Un havre pour jouer et oublier le temps d'un instant un quotidien difficile.

TELEGRAMME / 23 NOVEMBRE 2017

Une aire de jeux au centre d'hébergement Adalea



Le préfet avait tenu à se déplacer personnellement pour inaugurer cette structure dédiée aux enfants.

Le préfet, Yves Le Breton, a tenu à se déplacer personnellement, mercredi, au centre d'hébergement Clara-Zt-kin, qui accueille les mamans et leurs enfants victimes de violences conjugales, pour inaugurer une structure de jeux.

« La prise en compte des enfants qui accompagnent leurs mères victimes de violences conjugales a toujours été au cœur des préoccupations de l'association Adalea, car dans ces situations, les enfants sont aussi les premiers témoins et

les victimes de ces violences », rappelait le directeur d'Adalea, Christophe Gainche. Le fait que cette inauguration se situe la semaine de la Journée mondiale des droits de l'enfant et internationale contre la violence faite aux femmes se voulait comme un symbole.

D'un coût total de 13 686 €, cette structure, majoritairement financée par l'État, a également bénéficié de dons des clubs Inner Whell et du Rotary de Saint-Brieuc.

TELEGRAMME / 23 NOVEMBRE 2017

Un financement participatif pour des studios

L'association Adalea cherche des fonds pour réaménager certains grands logements de sa pension de famille en studios, plus adaptés aux besoins des gens qu'elle accompagne.

L'initiative

L'Adalea accompagne des personnes fragilisées, en situation de précarité sociale, morale ou économique. Depuis 2009, elle leur propose des logements, loués à Terre et Baie, dans ce qu'elle appelle une « pension de famille ».

Dans cette résidence relais, composée de dix-huit logements, les locataires disposent de leur logement autonome, mais, en plus, ils profitent d'un espace collectif, où des professionnels tiennent des permanences régulières (notamment une maison de maison et une conseillère en économie domestique).

Majoritairement des personnes isolées

« Les personnes que nous accompagnons ont besoin de retrouver une vie sociale, explique Muriel Le Goff. Ce lieu permet aux résidents de se construire progressivement, de retrouver une vie sociale et de vivre des expériences ensemble. » Par exemple, l'association veille à ce que ces gens se soignent régulièrement s'ils ont besoin d'un traitement, ou qu'ils soient à jour de leurs démarches administratives.

À ce jour, les demandeurs sur liste d'attente sont majoritairement

membre du réseau de la Fondation abbé Pierre, compte passer de dix-huit à vingt-deux logements, capables d'accueillir 28 résidents potentiels, contre 25 actuellement.

Pour 1 € donné, les Petites Pierre versent 1 €

L'ensemble de l'opération est estimé à 160 000 €. Afin de réduire un peu la note, l'Adalea souhaite réaliser les travaux d'aménagement d'un studio (14 000 €) grâce à un financement participatif. Elle a lancé, du 31 octobre au 29 janvier, une campagne de crowdfunding sur les Petites Pierres. Pour 1 € donné, les Petites Pierre versent 1 €. « Tous les dons sont doublés et déductibles d'impôt. » L'objectif est d'atteindre 7 000 € donnés pour, ainsi, arriver à 14 000 €. « Si l'objectif n'est pas atteint le 29 janvier, tous les donateurs seront remboursés. C'est pourquoi nous avons besoin de votre mobilisation ! »

Pour l'heure, cette campagne marche moyennement. Seuls 23 % de la somme espérée ont été donnés à ce jour.

Emmanuelle MÉTIVIER.

Campagne de financement participatif : www.lespetitespierres.org



Une partie des résidents et professionnels de la maison relais, rue de Lesseps.

des personnes isolées. Afin d'adapter sa résidence aux besoins, l'Adalea projette de réhabiliter une partie de ses logements. Ainsi, les quatre appartements T4, beaucoup trop

grands pour des personnes seules et sans ressources, seront modifiés en quatre T2 et quatre studios. Grâce à cette restructuration, la pension de famille de l'Adalea,

Adaléa accompagne les jeunes futurs conducteurs

Grâce à un dispositif unique dans le département, le permis de conduire devient plus facilement accessible. L'auto-école solidaire s'adresse à ceux qui peinent à décrocher le sésame.

L'initiative

Passer son permis de conduire d'une façon différente. C'est ce que propose l'association Adaléa, à Loudeac, depuis quelques années. Ce dispositif est destiné à des jeunes en difficulté d'apprentissage ou financières.

« Il s'adresse aussi à des personnes illettrées, analphabètes ou ayant tout simplement décroché de leur scolarité », explique Nicole Belzic, monitrice à l'auto-école solidaire d'Adaléa. Ne s'inscrit pas qui veut. Plusieurs règles s'imposent : être âgé de moins de 26 ans, être orienté par la Mission locale. Et bien entendu être motivé !

Le prix peut accélérer les motivations. Alors qu'il faut déboursier en moyenne 1 500 € pour décrocher le permis dans une auto-école conventionnelle, seule une participation de 150 € est demandée dans le système proposé par Adaléa. Auxquels s'ajoutent 20 € par mois à partir du quatrième mois.

Une trentaine de candidats en 2016

En 2016, séduits par le dispositif, une trentaine de candidats l'ont intégré. Tous ont été formés par Nicole Belzic. Elle encadre actuellement deux groupes d'une dizaine de personnes. Le premier à l'examen du Code de la route. Et ce n'est pas une mince affaire. Car la réforme 2 016 du permis de conduire ne lui facilite pas la tâche.

« Le vocabulaire est beaucoup plus riche, observe la monitrice en s'appuyant sur plusieurs termes : biloculaire, intempestif, zone d'incertitude, opaque... Il faut tout expli-



Nolwenn est la plus jeune élève de Nicole Belzic. Elle vient tout juste de démarrer les leçons de conduite.

quer en détail. En s'appuyant sur des exemples concrets. »

Deux fois par semaine, pendant quatre heures, Nicole s'affaire à préparer ses candidats pour qu'ils soient fin prêts le jour de l'examen. Nolwenn, 19 ans, est la plus jeune de ses élèves. Elle arrive aux termes de ses leçons de code « **La conduite me stresse davantage. J'ai vraiment envie de décrocher le permis car c'est indispensable pour travailler.** »

À ses côtés, une dizaine d'autres jeunes ont démarré la conduite avec Nicole. Ultime étape avant de tenter de décrocher le précieux sésame rose. Ce qui ne se fait pas sans mal.

« Certains ont davantage de difficultés et doivent effectuer 80 heures de conduite avant d'être prêts pour l'examen, souligne Nicole. Il faut être patient car cela prend parfois beaucoup de temps pour arriver à l'autonomie. »

Nicole Belzic prend son travail à cœur. En s'adaptant au rythme et à la situation personnelle de chacun. Pour y parvenir elle doit allier douceur et fermeté. « Je suis à leur écoute mais je suis avant tout là pour les former. » Et sans aucun doute, en l'entendant parler de ses élèves, elle leur témoigne beaucoup d'affection.

Une affection que ceux-ci semblent bien lui rendre. « Ils sont beaucoup plus reconnaissants que dans une auto-école classique, observe la monitrice. Lorsqu'ils ont eu leur permis de conduire, ils reviennent me voir pour me faire partager leur joie. »

Isabelle SIGOURA.

Auto-école solidaire, renseignements auprès de la Mission locale du Centre-Bretagne, tél. 02 97 25 38 35 ou Adalea emploi formation, tél. : 02 96 28 04 35, mail : emploi@adalea.fr



Depuis fin octobre, l'Adaléa a posé ses valises à Ploërmel. En partenariat avec la Mission locale et le Conseil départemental, l'association propose des cours de code et de conduite aux personnes en difficultés.

Que propose l'auto-école solidaire ?

Ce dispositif proposé par l'association départementale d'écoute et de veille sociale Adaléa permet d'accompagner les personnes à obtenir le permis de conduire. « En milieu rural, particulièrement en Centre Bretagne, le permis est une clef centrale pour l'emploi et l'insertion, explique Magali Gourga, la coordinatrice des auto-écoles solidaires. Ce dispositif permet de lever un frein. C'est un travail sur l'autonomie qui va au-delà de l'emploi. » Le principe ? Des moniteurs dispensent des cours de code sur une journée et des cours de permis. Pas de limite de temps ou d'horaire. C'est la pédagogie qui prime. « Les personnes n'ont pas de pression. » La conduite n'est pas à l'heure, mais au forfait mensuel.

À quel public s'adresse ce dispositif ?

« Dans le Morbihan, nous sommes vraiment sur l'accès au permis pour les personnes en difficulté d'apprentissage, note Magali Gourga. Cela peut être des personnes dyslexiques, ou encore à faible niveau de français par exemple. » Peu importe leur âge, les candidats retenus ont des difficultés qui ne leur permettent pas de s'inscrire dans une auto-école classique. « Notre premier critère n'est pas celui des difficultés financières. Il repose sur les difficultés

d'apprentissages de la personne. Ce sont bien souvent des demandeurs d'emploi, mais ce n'est pas un critère indispensable. » Les personnes concernées peuvent également être engagées dans un projet professionnel précis.

Depuis quand est-ce en place à Ploërmel ?

Cette action a d'abord été mise en œuvre en 2010 à Loudéac, puis à Pontivy. L'auto-école solidaire fonctionne depuis fin octobre 2016 à Ploërmel. Neuf personnes en bénéficient actuellement sur le territoire, « car c'est le démarrage. Nous pouvons accueillir jusqu'à treize personnes pour les cours de code ». Ceux-ci sont dispensés par la monitrice Sophie Gravelines, ainsi que les cours de conduite. Les lundis et vendredis sont consacrés au code, pendant sept heures de cours. Les mardis, mercredis et jeudis sont réservés aux cours de conduite.

Comment en bénéficier ? Les personnes sont orientées vers ce dispositif via la Mission locale ou les travailleurs sociaux du Conseil départemental. Leur dossier passe en commission. Celle-ci valide l'inscription ou non. « Une fois leur dossier accepté, ils ont un entretien avec la monitrice qui évalue leurs besoins en terme d'apprentissage et de pédagogie. » En pratique ? « c'est de l'enseignement et je m'adapte, précise Sophie Gravelines. On part de leur niveau, de ce qu'ils connaissent et comprennent pour approfondir leurs apprentissages. »

Combien cela coûte-t-il aux bénéficiaires ?

Ce dispositif est financé par le Conseil départemental et le Fonds social européen (FSE). Les personnes participent à raison de 50 € par mois les trois premiers mois, puis 30 € par mois. Mais pas question de faire concurrence aux auto-écoles traditionnelles. « Ce que nous développons est complémentaire », précise Magali Gourga.

Contact auprès de l'Adaléa emploi formation au 02 96 78 66 72 et par mail à emploiformation@adalea.fr

Adalea conçoit « Style Job », sa boutique éphémère



À gauche, Gwenaél Charton, animatrice de formation chez Adalea, et les jeunes en formation. |

L'association a organisé une collecte de vêtements ces derniers jours. Ils seront proposés gratuitement dans le local rue Maréchal-Foch, le 14 mars.

Association briochine, Adalea est présente dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan. Et a pour but de lutter contre toutes sortes d'exclusions. Composée de quatre pôles, à Guingamp, celle-ci déploie son pôle Emploi Formation dédié notamment aux jeunes et aux adultes, aux demandeurs d'emploi et aux salariés.

Localement, Adalea propose une formation Prestation préparatoire à l'insertion, financée par le fonds social européen et la Région. Cette formation dure six mois et est composée de quatre périodes de stage en entreprise.

Entre deux périodes de stage, les jeunes, ici entre 17 et 25 ans, s'attendent à leur projet professionnel, à des techniques de recherches d'emploi mais aussi aux problématiques périphériques, par exemple : quels sont les freins à l'emploi ?

Donnés aux demandeurs d'emploi

« La finalité est que ces jeunes réussissent à entrer dans une formation qualifiante, expliquent les membres de l'association. Les jeunes en formation sont accompagnés par la mission locale, toutes les semaines ils prennent part à un jour de chantier en partenariat avec le service espace vert de la commune de Guingamp. »

Par ailleurs, ces jeunes en formation ont donc décidé de monter un projet de collecte de vêtements et de boutique éphémère de A à Z, qu'ils ont baptisé : « Style Job ».

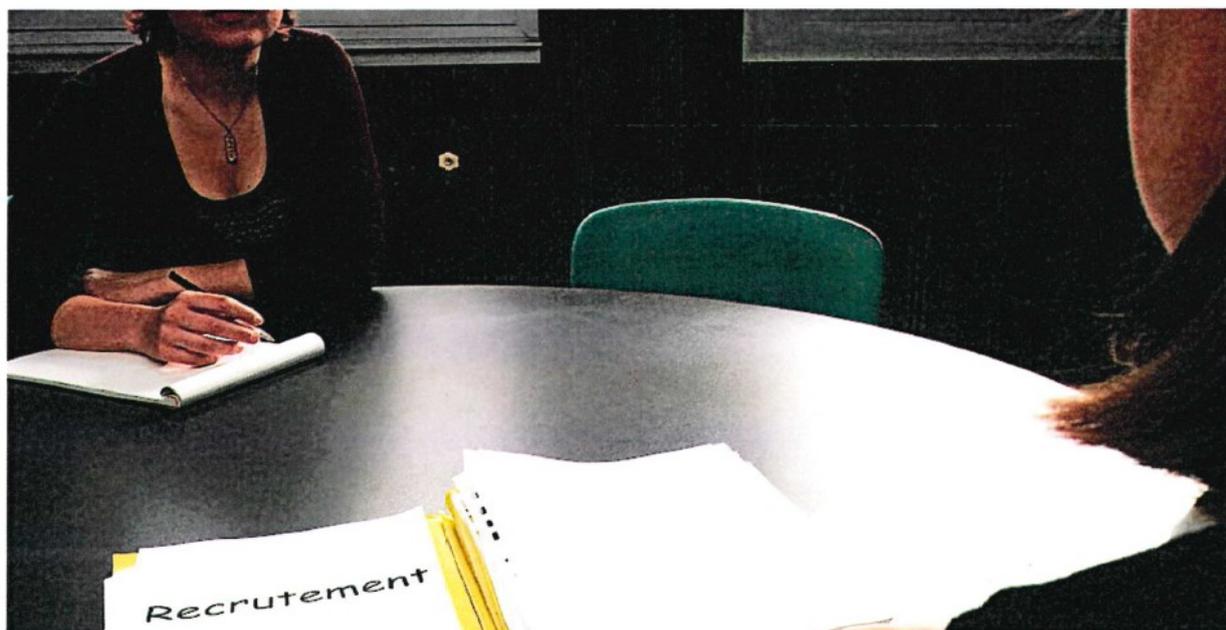
Cette idée émane vraiment des jeunes, **« du constat que de nombreuses personnes n'ont pas les moyens d'acheter une tenue pour aller à un entretien d'embauche ou pour se rendre au travail »**, déroulent-ils.

Aussi, en premier lieu, ils ont organisé une collecte, les 1^{er} et 2 mars, au local Adalea, situé sur le campus de l'UCO, 37, rue du Maréchal-Foch.

Dans un second temps, tous les vêtements collectés seront proposés gratuitement à des personnes en recherche d'emploi ou en projet de formation, le mardi 14 mars, de 8 h 30 à 17 h, sur la terrasse du QG Café, situé juste à côté des locaux d'Adalea.

Les vêtements qui ne trouveront pas preneurs ce jour-là seront remis à une association caritative. Il est possible de faire des dons de vêtements jusqu'au 10 mars, mais avant de les déposer, il est préférable d'appeler l'association.

Adalea Guingamp, contact : 02 96 40 27 93.



L'apparence est un élément déterminant durant l'entretien d'embauche.

Pour aider les jeunes en difficulté à se mettre sur leur 31 pour mieux négocier un emploi, une collecte de vêtements est organisée aujourd'hui et demain au local de l'association d'insertion Adalea, sur le campus de la rue du Maréchal-Foch.

« Beaucoup de jeunes ont du mal à trouver un emploi ou un stage parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des vêtements adaptés à un entretien d'embauche » explique Gwen Charton, formatrice pour l'association Adalea.

Du costume au bleu de travail

C'est en partant de ce constat qu'un groupe de dix jeunes en formation a souhaité mettre en place un projet de boutique éphémère pour proposer des habits gratuits. Pour constituer les stocks de la future boutique Style Job, une collecte est organisée aujourd'hui et demain, de 9 h à 17 h, au local de l'association Adalea. Tous les types de vêtements sont acceptés tant qu'ils sont propres et adaptés pour un entretien d'embauche. Les effets professionnels tels que des bleus de travail et des blouses sont aussi bienvenus car certains jeunes ont des difficultés à se les procurer. « Récemment quelqu'un souhaitait faire un stage d'aide-soignante, mais elle n'avait pas les moyens d'acheter une blouse », déplore Gwen Charton.

Boutique éphémère le 14 mars

Le temps d'une journée, le 14 mars, la boutique éphémère prendra ses quartiers au QG Café, sur le campus du centre universitaire, pour offrir des vêtements aux jeunes en recherche d'emploi.

Les étudiants qui ont monté ce projet connaissent eux-mêmes des difficultés d'accès au monde du travail. Ils suivent depuis six mois une formation préparatoire à l'insertion qui leur permet de construire leur projet professionnel. L'apparence est un élément déterminant, notamment pour réussir des entretiens d'embauche.

Un projet valorisant

« Une jeune femme s'est présentée pour un travail de vendeuse avec un manteau sale et cela l'a discréditée » relève encore Gwen Charton. Durant cette formation, ils doivent aussi créer un projet collectif. « La plupart de ces jeunes ont connu un décrochage scolaire. Réaliser un projet de A à Z est très valorisant pour eux » conclut la formatrice. La boutique éphémère aide donc les jeunes à s'insérer d'une double manière : en donnant confiance à ceux qui portent le projet et en procurant une aide concrète à d'autres jeunes qui rencontrent eux aussi des difficultés dans leur recherche d'emploi.

Retrouvez **plus d'articles**

Jeunesse entretien de recrutement

Adalea. Les demandeurs d'emploi se sont refait une garde-robe

Julien Molla

Pas facile quand on est demandeur d'emploi de s'acheter des vêtements pour passer un entretien. Neuf jeunes en formation avec l'association Adalea ont donc monté une boutique éphémère de vêtements, hier, pour les chômeurs.

Les neuf jeunes à l'origine de la boutique éphémère ouverte aux demandeurs d'emploi se sont glissés dans le peau de vendeurs le temps d'une journée.



« C'est déjà arrivé à certains d'entre nous de ne pas savoir comment s'habiller pour un entretien. Ou de ne pas avoir la tenue adéquate pour un stage. » Cette réflexion émane des neuf jeunes actuellement en formation Prestation préparation insertion (PPI) avec Adalea, association de solidarité et de lutte contre l'exclusion. Des jeunes qui ont eu l'idée d'une boutique éphémère avec des vêtements gratuits pour les personnes en recherche d'emploi.

Après deux jours de collectes « pendant lesquels les gens ont joué le jeu », assure Raphaël, un des jeunes en formation, la

petite équipe a ouvert sa boutique éphémère, baptisée Style-Job, hier sur le site de l'Université catholique de l'Ouest.

Les chômeurs au rendez-vous

« C'est important pour les demandeurs d'emploi car, lors d'un entretien d'embauche, la tenue reste un des critères non-verbaux », rappelle Raphaël, sous l'œil de Gwenaël Charton, formatrice chez Adalea.

« C'est vrai qu'être bien habillé pour un entretien, c'est un plus », reconnaît Ludovic, au chômage depuis trois ans, à la recherche d'un pantalon. « C'est

déjà assez difficile comme ça de trouver du travail alors il faut mettre toutes les chances de son côté. »

Ludovic n'est pas le seul à avoir sauté sur l'occasion. En fin de matinée, plusieurs costumes, pulls et pantalons avaient trouvé preneurs. Des vêtements de travail étaient également proposés. « Les personnes qui débutent en intérim ou dans un stage n'ont pas forcément les chaussures ou tenues adéquates », précise Gwenaël Charton.

Et pour être solidaire jusqu'au bout, les jeunes ont déjà prévu de donner leur surplus de vêtements au Secours catholique.

TELEGRAMME / 15 MARS 2017

BOUTIQUE ÉPHÉMÈRE.

Pour lutter contre l'exclusion

La semaine dernière, un groupe de 9 jeunes a monté une boutique éphémère sur le campus universitaire de l'Université catholique de l'Ouest (UCO). Leur mission : offrir des vêtements aux demandeurs d'emploi et ainsi lutter contre l'exclusion.

Dans le cadre de leur formation à l'UCO, et sous la houlette de Gwenn Charton, formatrice au sein de l'association Adalea, de Saint-Brieuc, les jeunes volontaires ont émis le souhait de porter une aide aux demandeurs d'emploi en leur offrant quelque 300 vêtements qu'ils ont collectés, triés et nettoyés pendant toute une journée.

Rappelons qu'Adalea est une association dont les buts consistent à orienter des personnes en situation d'emploi précaire, de les accompagner dans leurs démarches de recherche et de remise à niveau des savoirs de base. Elle apporte, également, ses compétences dans les services à la personne.

Adalea prend en charge un



Neuf jeunes se sont proposés pour animer une journée de distribution gratuite de vêtements aux demandeurs d'emploi.

public de jeunes demandeurs d'emploi de 16 à 25 ans et dispose d'ateliers de formation spécialisés tout en proposant des contrats de professionnalisation.

Les actions de l'Adalea sont, aussi, orientées vers la lutte

contre toutes les violences faites aux femmes et sont en mesure d'exercer les droits reconnus à la partie civile en qui concerne les atteintes volontaires à la vie et à l'intégrité de la personne, les agressions

et autres atteintes sexuelles.

■ Contact. Association Adalea, 18 bis, boulevard Gambetta - 22 000 Saint-Brieuc. Tél. 02 96 40 27 93 (g.charton@adalea.fr).

Guingamp. La boutique éphémère "Style Job" fait des heureux

Modifié le 14/03/2017 à 11:53 | Publié le 14/03/2017 à 11:53

Écouter



Facebook

Twitter

Google+



Lire le journal
numérique

Après avoir collecté moult vêtements, des jeunes en formation avec l'Adalea se relaient ce mardi 14 mars sous le barnum installé près du QG Café, à Guingamp. C'est là qu'ils proposent aux demandeurs d'emploi de venir s'habiller gratuitement pour se présenter à des entretiens d'embauche ou intégrer des formations. Une initiative qui enchante les bénéficiaires.

Ouverte ce mardi 14 mars uniquement, la boutique éphémère Style-Job, conçue par des jeunes en formation au sein de l'association Adalea épaulés par leur formatrice, crée l'événement sur le campus de l'UCO (Université catholique de l'ouest) de Guingamp.

Il faut dire que le concept, en plus d'être original, répond à un véritable besoin dans le bassin d'emploi guingampais. Cette boutique offre costumes, manteaux, robes, tailleurs et autres accessoires aux demandeurs d'emploi, qui « n'ont pas toujours les moyens d'acheter des vêtements pour se présenter à des entretiens d'embauche ou intégrer une formation », remarquent les jeunes.

Aussi, depuis ce mardi matin, nombreux sont ceux qui sont déjà venus chercher chaussures à leurs pieds dans l'espoir de trouver ou retrouver le chemin de la vie active.

Ce mardi 14 mars, jusqu'à 17 h, près du QG Café, campus de l'UCO, rue du Maréchal-Foch, à Guingamp.

QUEST-FRANCE / 14 AVRIL 2017



[Facebook](#)

[Twitter](#)

[Google+](#)



[Lire le journal numérique](#)

Ouest-France

"Style Job", c'est le nom donné à une boutique éphémère qui ouvrira ses portes le temps d'une journée, ce mardi 14 mars, de 8 h 30 à 17 h, au QG Café, sur le campus de l'UCO (Université catholique de l'ouest), rue du Maréchal-Foch.

« Style Job », c'est le nom donné à une boutique éphémère qui ouvrira ses portes le temps d'une journée, ce mardi 14 mars, de 8 h 30 à 17 h, au QG Café, sur le campus de l'UCO (Université catholique de l'ouest), rue du Maréchal-Foch.

OUEST-FRANCE / 14 AVRIL 2017



Ils ont entre 19 et 30 ans, ont subi de plein fouet des difficultés d'ordre privé. Il y a peu, ils se disaient perdus, sans objectifs personnels ni professionnels. Après six mois passés à l'association Adaléa, à Pontivy, les voilà remis sur les rails. Rencontres.

Sans emploi, sans diplôme, en rupture familiale voire sociale. Il y a quelques mois de cela, ils avaient tous la tête dans le brouillard. Aujourd'hui, c'est dans la fumée du barbecue qu'ils organisent, pour célébrer la fin de leur formation.

Vie professionnelle en pause

L'ambiance est, forcément, toute autre. Et ce changement est, en grande partie, grâce à l'association départementale Adalea, qui propose des sessions de Prestation préparatoire à l'insertion (PPI) sur six mois. Pour la dernière des sessions, ils étaient seize participants. Seize jeunes aux parcours de vie différents. Parmi eux, Jérémy, 23 ans. Après un Bac STG option informatique, il a mis sa vie professionnelle « en pause ». « Ça a duré quatre ans. Ma grand-mère était malade, j'ai tout arrêté pour m'occuper d'elle ». C'est en juillet dernier, après le décès de son aïeule, que Jérémy s'est retrouvé dos au mur. « Je ne savais pas quoi faire, je ne trouvais plus de solution pour me réinsérer. Je ne travaillais plus, je ne sortais plus durant les quatre ans ».

« Reprendre confiance en soi »

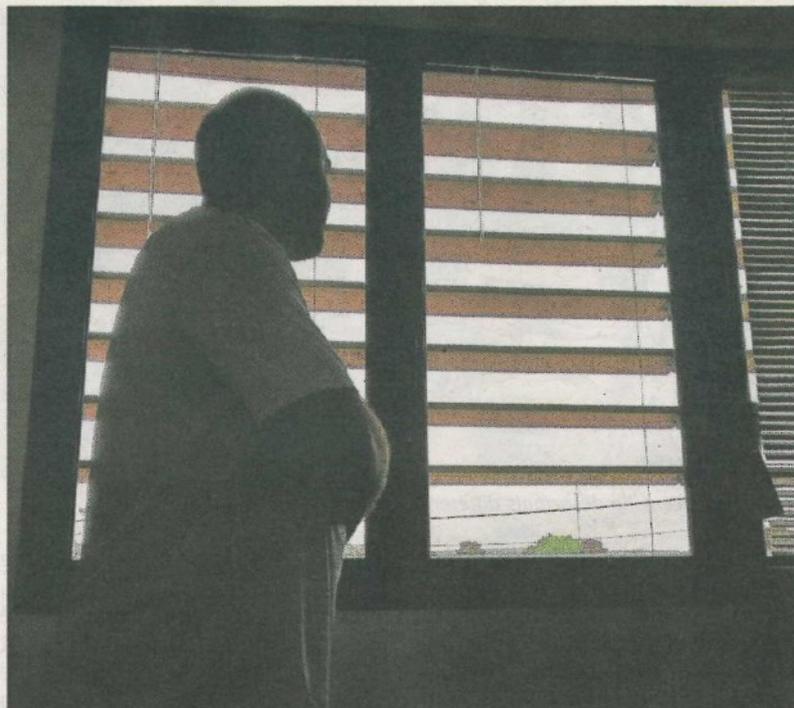
Comme beaucoup d'autres présents, c'est la Mission locale de Pontivy qui l'a aiguillé vers l'association Adalea. Ici, lui et les autres ont pu définir leurs projets professionnels, suivre des cours de français ou de mathématiques. « On s'attache aussi à gérer tous les problèmes périphériques, comme le permis de conduire, l'accès à la santé, le droit au logement... », détaille Mélanie Hémon, chargée d'insertion pour Adalea. Les jeunes apprennent aussi à découvrir des métiers et le monde du travail. « Durant six mois, on fait quatre stages en entreprises. On se retrouve, les seize stagiaires, tous les jours, on parle de nos problèmes », explique Jérémy Roger. « Se dire les choses, mettre tous nos problèmes sur la table, ça permet de reprendre confiance en soi, ça rebooste. », reprend Jody, 20 ans. Elle a stoppé sa scolarité pour travailler aux côtés de son père, garagiste. « Quelques soucis familiaux plus tard et j'étais perdue. J'ai failli tout abandonner, j'étais paniquée ». Au sortir de ses six mois de stage, la jeune femme entend percer dans le milieu de la carrosserie. « J'ai fait de supers stages, ça m'a convaincu de mon choix, même si le milieu est parfois machiste ». En décembre prochain, elle démarrera un bac pro technicienne - électromécanicienne automobile. Jérémy Roger, lui, ne reviendra pas à l'informatique mais penche plutôt vers le génie thermique. Il entend débiter un DUT en septembre. Sur les seize personnes engagées dans le stage, toutes ont vu leurs projets personnels et professionnels validés par un jury. « On les a remis sur les rails, maintenant, à eux de jouer », conclut Mélanie Hémon.

Illettrisme. « Je ne pouvais pas lire d'histoires à mes enfants le soir »

Benoît Tréhorel

Depuis plus de 20 ans, l'association Adalea propose des ateliers aux personnes pour lesquelles l'écriture, la lecture et le calcul sont une souffrance. Rencontre avec Marie-Claude et Christophe qui ont peu à peu repris confiance.

Christophe, 27 ans, a commencé à suivre le dispositif en avril. Ils constatent déjà des progrès.



Jusqu'à-là, Marie-Claude, 42 ans, ne s'en sortait pas trop mal. À l'usine, elle usait de malice et stratagèmes en pagaille pour que rien ne se remarque. « Quand il fallait noter quelque chose ou entrer des données dans l'ordinateur, je me débrouillais toujours pour que ce soit une collègue qui le fasse à ma place. Mais bon, c'est gênant de demander tout le temps. » Le déclic est venu de ses enfants. « Quand vous voyez votre fils de 10 ans lire des histoires le soir à ses frères et sœurs parce que vous ne pouvez pas le faire, là vous vous dites qu'il faudrait peut-être se bouger. » Alors la mère de famille célibataire s'est bougée. Elle a dit stop à l'intérim qui la faisait (sur)vivre depuis 22 ans. Et a frappé à la porte d'Adalea, sur les conseils de Pôle emploi. Gaëlla Aubry-Belna, référente du dispositif compétences clés, l'a reçue. Les cours ont commencé en mars. Pour Marie-Claude, le défi est de

taille, mais pas insurmontable : « Je veux travailler dans les cuisines d'un restaurant gastronomique. J'ai eu une expérience de trois mois dans un resto, et ça m'a vraiment plu. » Ces dernières semaines, elle s'active pour préparer au mieux le test d'entrée à une formation de commis de cuisine qui démarre en novembre. Ses progrès en lecture et écriture l'ont métamorphosée. « Mes enfants me disent : "Maman, tu lis bien, tu écris bien. Mais bon, maintenant tu sais vraiment ce qu'on a à faire comme devoirs..." Et oui, ils ne peuvent plus me mentir ! ».

« À l'école, c'était un enfer »

Christophe, lui, a un passé long comme le bras. Sur son CV, on peut y lire classes pour l'inclusion scolaire (Clis), centre d'aide par le travail (CAT), etc. Mais à 27 ans, ce grand gaillard montre un appétit de vie qui impressionne. Et surtout, un

mental d'acier. La faute à une enfance et une adolescence pour le moins chahutée. « À l'école, c'était un enfer. On me rabaissait tout le temps, on ne s'occupait pas de moi. Il a fallu que je me construisse une carapace. Ce n'est que par le sport que les autres m'ont accepté. Ils ont vu que j'étais fort et leur regard a changé. » Sa famille, sa mère en particulier, sera son principal soutien. Au CAT, il s'est formé : permis remorque, diplôme de premiers secours, etc. Depuis juin 2016, il travaille aux espaces verts d'une municipalité. En parallèle, il suit des cours avec Gaëlla, chaque vendredi matin. Un challenge et un besoin : « Si je ne progresse plus, je m'ennuie. »

▼ Pratique

Dispositif compétences clés par Adalea : Gaëlla Aubry-Belna, tél. 02.96.28.04.35 ou 1 rue de la Chesnaie, à Loudéac.

« J'ai toujours caché que je ne savais ni lire ni écrire »

L'atelier de lutte contre l'illettrisme existe, depuis vingt ans, à Loudéac. Leur objectif : faire décrocher le certificat de formation générale à leurs stagiaires. Ces derniers témoignent.

La mobilisation

Elles s'appellent Sabrina, Marie-Claude, ou encore, Jeannette. Elles ont été instruites à l'école mais l'apprentissage n'a pas suffi à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul. Aujourd'hui, elles souffrent d'illettrisme. Pour vaincre cette problématique, elles ont décidé de suivre des ateliers encadrés par Adaléa. Des ateliers qui leur permettent de tirer un trait sur le parcours semé d'embûches auquel elles ont été confrontées.

« C'est dur de voir son enfant de 10 ans lire une histoire à ses frères et sœurs parce qu'on ne peut pas le faire », concède Marie-Claude, « C'est délicat de devoir demander aux autres d'écrire à sa place même sur une ligne à la chaux ». Aujourd'hui, Marie-Claude espère vivement décrocher le certificat de formation générale. « C'est comme si je passais mon bac », exulte-t-elle. Et puise sa motivation dans son projet de pouvoir suivre une formation de commis de cuisine.

« C'est important pour moi de travailler »

Jeannette est loudéacienne. Sala-riée, elle se lève dans la nuit chaque jour pour aller travailler. Deux fois par semaine, après son travail, elle participe aux ateliers.

L'illettrisme frappe également les étrangers. El-Keira a 27 ans. Elle est originaire du Maroc. Installée avec son mari et leurs deux enfants, à Loudéac, « s'intégrer » est primordial à ses yeux. « C'est très important pour moi de travailler », insiste-t-elle.

« J'ai eu un décalé, lorsqu'on m'a proposé un contrat de travail et que je n'ai pas pu l'accepter car je ne m'en sentais pas capable, témoigne



El-Keira, Marie-Claude et Jeannette.

El-Keira, 27 ans. Ce travail, elle l'avait pourtant préalablement consciencieusement effectué, dans une usine. Et avait fait ses preuves. « J'ai commencé en intérim, l'employeur était content de moi et a voulu m'embaucher, explique-t-elle. Mais c'était tellement compliqué... Lorsque je devais écrire, je disais que j'avais oublié mes lunettes ou je trouvais une solution pour avoir de l'aide. Au travail j'ai toujours caché que je ne savais ni lire ni écrire. C'était une honte pour moi ». Une situation difficile pour El-Keira à la maison aussi.

« Les enfants me demandaient de lire et écrire semble un trésor précieux. Un trésor qu'ils s'emparent de posséder. Pourtant Gaëlle Aubry, en charge des ateliers les rassure : « Pas besoin de savoir lire ou écrire pour faire des choses impressionnantes ».

Isabelle SIGOURA.

L'Adaléa, recherche des bénévoles pour accompagner les participants aux ateliers. Contact au 02 96 28 04 36.

De l'illettrisme également chez les jeunes

Actuellement, aucune enquête nationale « information et vie quotidienne » portant sur l'illettrisme n'a été menée pour la région Bretagne.

Mais des données ont été récupérées par l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLICI) pour la région, à partir des résultats des tests organisés lors des Journées défense et citoyenneté (JDC), journée obligatoire pour les jeunes âgés de 16 à 25 ans, après recensement.

C'est pourquoi ces chiffres permettent de donner une tendance mais ne prennent pas en compte la totalité de la population bretonne en situation d'illettrisme, rappelle l'ANLICI. Ils renseignent uniquement sur la proportion et le nombre de jeunes en difficulté sévère de lecture.

Pour la Bretagne, en 2014, 2,9 %

des jeunes reçus à la JDC pouvaient être assimilés comme étant en situation d'illettrisme soit 1 165 jeunes.

La proportion de jeunes en difficulté sévère de lecture se répartissait en 2014 de la façon suivante entre les quatre départements bretons : dans les Côtes-d'Armor, 3,3 % ; dans le Finistère, 2,4 % ; en Ile-et-Vilaine, 3 % ; et dans le Morbihan, 2,9 %.

En outre, la Bretagne comptait, en 2014, 2 895 jeunes (7,09 %) en difficulté de lecture, c'est-à-dire présentant un déficit de décodage et d'automatisme de lecture, des difficultés de compréhension et d'expression orale liées à un manque de vocabulaire et de réelles lacunes à traiter des problèmes de compréhension complexe.

■ LOUDÉAC

ILLETTRISME. « Il ne faut pas en avoir honte »

L'illettrisme, ce n'est pas une fatalité ; on peut en sortir ! D'anciens et d'actuels stagiaires de l'Adalea témoignent de leur parcours.

Dans ses locaux, à la maison de l'emploi à Loudéac, l'Adalea propose des ateliers de lutte contre l'illettrisme depuis 20 ans. D'anciens et d'actuels stagiaires de Gaëlla Aubry-Belna, formatrice, sont réunis autour de la table. Ici, tout le monde a déjà suivi une formation pour réapprendre les savoirs de bases : lire, écrire ou compter.

Âges, profils, langues (El Kevira, est d'origine marocaine)... Chaque stagiaire est différent. Certains sont salariés, d'autres en recherche d'emploi. Cependant, pour tous, ce n'était pas facile de pousser la porte d'Adalea.

Certains ont connu cette formation par des assistantes sociales. D'autres, comme Marie-Claude, ont été aiguillées par leur conseiller pôle emploi. « Ça, s'est mis très vite en place et ça m'aide beaucoup, notamment à reprendre confiance en moi ».

Sabrina est la plus « ancienne » : « J'ai suivi la formation pendant deux ans, il y a maintenant plus de six ans », raconte-t-elle. Tout cela est loin,

elle a tourné la page, mais a tout de même pris la peine de venir témoigner.

« Nathalie aussi a un beau parcours », lance Gaëlla, la formatrice. « Elle avait du mal à sortir de chez elle. Après trois ans de formation, elle a passé son permis de conduire, chose impensable pour elle auparavant ».

« Je ne pouvais pas lire d'histoires à mes enfants »

Aujourd'hui, Nathalie a repris le chemin du travail. Des parcours de vie comme le sien redonnent espoir à ceux qui sont actuellement confrontés, par exemple, à l'impossibilité de raconter une histoire, le soir, à son enfant. « C'est mon fils de 10 ans qui devait lire pour mes autres enfants plus jeunes », raconte Marie-Claude. « Et puis, je ne pouvais pas



Irène, El Kevira, Marie-Claude, Jeanette ou encore Nathalie suivent ou ont suivi une formation à l'Adalea pour réapprendre les compétences clés (lire, écrire, compter).

l'aider à faire ses devoirs de CM... Je me suis dit : là, il faut que je me bouge, ça ne peut plus durer ! », ajoute-t-elle. Elles sont plusieurs mères dans ce cas.

Pour d'autres, c'est la clé pour trouver un emploi. « Même à l'usine, il faut écrire, c'est très délicat de demander ça à un collègue », explique un stagiaire. « Il ne faut pas avoir honte », réagit Marie-Claude, qui a prévenu les enseignants de ses enfants de ses difficultés à lire et signer certains documents.

Irène, quant à elle, a passée l'an dernier le Certificat de

formation générale (CFG), tant espéré par tous ces stagiaires. « C'est comme si j'allais passer mon Bac ! », plaisante Irène. « C'est un examen écrit, mais aussi oral, de français et de maths qui donne un but à l'apprentissage », explique Gaëlla. Ils le passeront en décembre ou en juin prochain. Une porte d'entrée vers l'avenir.

Mathilde Le Petitcorps

■ Atelier ouvert les lundis et vendredis après-midi à Adalea, 1, rue de la Chesnaie. Contact : Gaëlla Aubry-Belna au 02 96 28 04 35.

Action en faveur de l'insertion professionnelle

Fin 2015, la Mairie de Quessoy rencontre la Maison de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion (MEFPI) du Pays de Saint-Brieuc dans un souci de s'engager dans une démarche de développement de l'emploi sur son territoire.

Début 2016, la commune décide de faire appel à une association intermédiaire ESP Services pour réaliser le service lors de la cérémonie des vœux. Entièrement satisfaite de cette prestation, la commune continue de s'investir dans une démarche de développement de l'emploi et d'insertion et à faire confiance à la Maison de l'Emploi pour la conseiller dans cette démarche.

La commune de Quessoy a sollicité la MEFPI, en septembre 2016, pour étudier la pertinence d'intégrer dans son marché public de travaux des clauses d'insertion sociale pour la rénovation de l'école primaire de L'Argentaie. Deux types de clauses d'insertion ont été mises en place.

Une clause qui vise à réserver des heures de travail obligatoires pour les personnes en difficulté d'insertion. Sur la base des



montants estimatifs de travaux, 35 heures ont été déterminées. L'entreprise Morin (lot n°1 Gros œuvre) a ainsi embauché un jeune de moins de 26 ans, inscrit à la Mission Locale, en contrat d'intérim d'insertion via Alter.

Au bilan des 35 heures de travail obligatoires réservées pour des personnes en difficulté d'insertion :

- La personne est toujours en intérim à ce jour. Il ne dispose pas particulièrement de freins à l'emploi mais a peu de qualifications et enchaîne les missions en intérim sur un poste à basse qualification.

- L'entreprise est très satisfaite des compétences mais recherche durablement des personnes sur des postes de maçon(ne) ou de chef(fe)s d'équipe. Il est proposé à l'entreprise un accompagnement pour la mise en place d'un contrat en alternance, via le Groupement d'Employeurs par l'Insertion et la Qualification des Côtes d'Armor.

La commune de Quessoy a aussi fait le choix sur cette opération de mettre en place un **marché de travaux réservé pour la prestation Peinture, attribué à Adalea** (Atelier et Chantier d'Insertion).

Le bilan du marché réservé pour la prestation Peinture est très positif. Le marché a bénéficié à 9 personnes pour 450 heures et a permis à l'équipe d'Adalea de se professionnaliser sur ce secteur, avec un accompagnement technique approfondi dispensé sur le terrain. Cette démarche permet aussi aux salariés du chantier d'insertion d'entretenir des liens privilégiés avec les autres entreprises et donneur d'ordre. Ces liens leur ont permis de connaître l'environnement du chantier, de découvrir différents corps de métiers et d'acquérir des compétences transversales, offrant une ouverture potentielle sur des métiers en tension (maçon, électricien, plombier, plaquiste...).

Pour l'architecte et maître d'œuvre du projet, l'Atelier KLM Architecture, représenté par Lionel Calac, le bilan est positif « *Il a été très intéressant de travailler avec Adalea. Nous avons été attentifs à la coordination des multiples interventions. Aucune remarque des autres entreprises sur ce chantier, ce qui est la garantie d'une intégration réussie.* »

> Toutes les communes > Hillion

Travaux. La salle Palante se refait une beauté

Publié le 02 août 2017



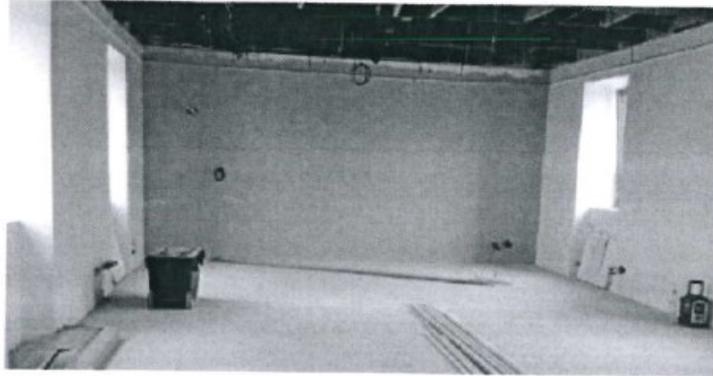
Pour Pascal Clairel (au centre), ce travail d'insertion proposé par Adalea lui a permis de se former pour retrouver une activité professionnelle.

Avec Adalea, l'espace Palante se refait une beauté. Lundi, élus et services techniques se sont retrouvés à la salle Palante pour réceptionner les travaux de peinture commandés à l'association Adalea. « L'idée était de redonner un peu de fraîcheur aux locaux annexes à la salle de spectacle et de les personnaliser. C'est vraiment réussi », se réjouit Mickaël Cosson, maire.

« Retrouver un emploi durable »

« Nous proposons aux personnes qui ont connu des difficultés, chômage ou autre, un contrat de travail d'insertion pour retrouver un emploi durable », confie Lydie Bedel, coordonnatrice du pôle atelier insertion. Le travail réalisé par les ouvriers a été supervisé par Joël Perrot, moniteur technique à Adalea. « L'opération a consisté à repeindre le plafond du hall d'accueil et les murs de l'espace bar et du patio. Le coût pour la commune s'élève à 3.800 € TTC », indique Thomas Touboulic, directeur des services techniques.

TELEGRAMME / 2 AOUT 2017



La Mairie de Quessoy, un engagement en faveur de l'emploi sur son territoire !

Le 22 septembre dernier a eu lieu l'inauguration de l'école de l'Argentaie à Quessoy.

Fin 2015, la mairie de Quessoy avait fait le choix d'être accompagnée par la facilitatrice Clauses d'Insertion de Maison de l'Emploi pour s'engager dans une démarche de développement de l'emploi sur son territoire. Dans ce cadre la réalisation de la prestation peinture a été confié au chantier d'insertion ADALEA.

Au bilan :

- **692 heures de travail** réalisées par des personnes en situation de retour à l'emploi ;
- **11 salariés bénéficiaires** ;
- Une satisfaction générale de la prestation réalisée et de la dynamique impulsée en matière d'insertion professionnelle ;
- **2 personnes ont pu conforter leur projet professionnel** dans le secteur de la peinture et se sont engagés dans une démarche de professionnalisation en septembre.

Tant l'atelier KLM Architecture, maitre d'œuvre du projet, que les élus et représentants de la mairie de Quessoy ont été satisfaits de la qualité du travail réalisé et du professionnalisme d'ADALEA. Les salariés ont également pu être en lien avec les autres entreprises présentes sur ce chantier et découvrir les différents corps de métiers. Pour ADALEA, ce chantier présente un réel intérêt pédagogique pour les salariés qui ont vu l'importance de la communication entre prestataires sur un chantier. L'occasion d'acquérir également des compétences transversales, offrant une ouverture potentielle sur des métiers en tension (maçon, électricien, plombier, plaquiste, ...).

Cette dynamique tend à se poursuivre prochainement sur d'autres opérations ! Nous remercions donc à notre niveau tous les acteurs et notamment la mairie de Quessoy pour son investissement dans cette aventure.

NEWS LETTER MAISON DE L'EMPLOI /
OCTOBRE 2017

Retrouvez-nous sur www.adalea.fr et sur



www.facebook.com/Adalea22



twitter.com/Adalea22



www.linkedin.com/company/adalea



youtube.com/user/Adalea22



viadeo.com/Adalea

ADALEA Direction :

**50, rue de la Corderie
22000 SAINT-BRIEUC**

**02.57.18.03.50
secretariatdirection@adalea.fr**